Des intellectuels contre les attaques contre le Venezuela

Un groupe de 123 professeurs d'université nord-américains, ayant à leur tête Noam Chonsky, ont adressé une lettre au Bureau de Washington pour l'Amérique Latine, WOLA, de son sigle en anglais, lettre dans laquelle ils demandent un changement de cap dans la politique que le gouvernement du président Donald Trump mène contre la République Bolivarienne du Venezuela.

Les intellectuels ont exprimé leur grande préoccupation pour le chemin que le WOLA a emprunté en ce qui concerne une question de vie ou de mort et probablement de guerre et de paix au sujet de l'Amérique Latine.

Ils ont signalé que l'obstination de Donald Trump à vouloir changer le régime du Venezuela est erronée à tous points de vue : légal, éthique et politique. Ils ont précisé que le président lui-même et plusieurs de ses hauts fonctionnaires ont brandi la menace de la guerre sans prendre en considération tous les problèmes qui découlent d'un conflit.

Le WOLA devrait s'opposer à de telles pratiques tout comme presque tout le monde progressiste a condamné la guerre contre l'Irak en 2003, mais au lieu de faire cela, ce bureau donne son aval aux conduites de l'exécutif. L'obsession avec le changement de régime ne fait qu'aggraver les choses et provoquer des souffrances et des pénuries à des millions d'êtres humains.

Les professeurs d'université ont mis l'accent sur les conséquences que pourrait avoir le manque de volonté pour s'asseoir à la table de négociations, comme l'ont proposé le Pape François et le dit Mécanisme de Montevideo, impulsé par les gouvernements du Mexique et de l'Uruguay.

Les États-Unis prennent plutôt le parti d'un groupe qui soutient les politiques agressives de Trump, de Marco Rubio, de John Bolton, d'Elliott Abrams et d'autres fonctionnaires qui voient dans la confrontation la seule issue à la crise. Ce groupe serait concentré autour de plusieurs pays membres de l'Union Européenne et de gouvernements soumis de l'Amérique Latine.

Dans leur lettre, les intellectuels nord-américains critiquent la politique de sanctions contre le Venezuela, ainsi que la reconnaissance de Juan Guaidó qui s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela ce qui implique automatiquement l'imposition d'un blocus consistant à mettre sous contrôle de cet individu les recettes pétrolières de ce pays sud-américain.

L'on est en train d'empêcher de cette façon l'entrée de millions de dollars qui appartiennent légitimement à Caracas et qui sont indispensables pour l'achat de médicaments, d'aliments et d'autres produits nécessaires pour satisfaire les besoins de la population.

Cela est non seulement immoral mail il s'agit aussi d'une des violations les plus flagrantes des normes les plus élémentaires du droit international y compris de la Charte de l'ONU ainsi que de plusieurs accords signés par Washington.

Le WOLA a défendu les sanctions contre le Venezuela car, selon ce bureau, elles portent seulement préjudice au gouvernement de Nicolás Maduro mais elles n'affecteraient pas, selon cette instance, la population en général, ce qui est absolument faux comme pourrait le constater n'importe quelle personne ayant des connaissances élémentaires d'économie.

L'administration Trump n'est pas du tout intéressée par une solution négociée de ce conflit. Elle ne se soucie pas le moins du monde des souffrances que ses agressions font endurer à des victimes innocentes. Une seule chose l'intéresse : s'emparer, par n'importe quel moyen, des plus grandes réserves de pétrole de la planète afin de les mettre immédiatement sous l'administration des transnationales nord-américaines en connivence avec certaines transnationales européennes dont la British Petroleum, TOTAL, de la France, et Repsol, de l'Espagne.

Le sort que pourrait courir la population vénézuélienne dans le pire des scénarios n'inquiète pas le moins de monde Donald Trump et ses alliés.

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/186227-des-intellectuels-contre-les-attaques-contre-le-venezuela

Radio Habana Cuba